ASSEMBLÉE NATIONALE

1er juillet 2025

PORTANT CRÉATION D'UN STATUT DE L'ÉLU LOCAL - (N° 1603)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 64

présenté par

Mme Corneloup, M. Ray, M. Liégeois, M. Breton, Mme Bazin-Malgras, M. Dive,
Mme Dezarnaud, M. Portier, Mme Bonnivard, M. Ceccoli, Mme Petex, M. Cordier et
Mme Sylvie Bonnet

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 30, insérer l'article suivant:**

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité

Dans les communes de moins de 3 500 habitants, le Gouvernement remet au Parlement, avant le 31 décembre 2026, un rapport évaluant l'impact financier des augmentations d'indemnités des élus sur les budgets communaux et présentant les modalités possibles d'un soutien financier volontaire de l'État aux communes qui en feraient la demande.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les petites communes disposent de budgets extrêmement restreints. Leur faire supporter seules les charges supplémentaires liées à la revalorisation des indemnités des élus limite considérablement leur capacité d'autofinancement et porte atteinte, de facto, à leur autonomie financière. Or, celle-ci est garantie par la Constitution, qui consacre le principe de libre administration des collectivités territoriales. Cet amendement vise donc à anticiper ces difficultés en prévoyant la remise d'un rapport évaluant l'impact de ces hausses et étudiant les modalités d'un soutien financier volontaire de l'État, afin de préserver l'équilibre budgétaire et l'autonomie des communes rurales.